

NOTRE 16^e CONGRES

Le 16^e congrès de la section française de la IV^e Internationale vient de se tenir les 9 et 10 mars. Ce congrès n'aborda qu'incidemment les problèmes internationaux étant donné qu'une conférence nationale est prévue pour la préparation du 7^e Congrès Mondial.

Le régime est-il stable ?

Contrairement à beaucoup d'autres dans le mouvement ouvrier nous n'avons jamais lié l'existence du pouvoir de De Gaulle, de façon étroite à la guerre d'Algérie. Au contraire nous avons expliqué qu'il ne fallait voir dans les circonstances de l'accession de De Gaulle au pouvoir, qu'une plus urgente nécessité et une occasion pour le Grand Capital de réaliser une certaine politique. Mais nous n'avons jamais déduit non plus de façon mécanique que la nécessaire concentration de l'économie impliquait forcément une concentration du pouvoir entre les mains d'agents directs du Grand Capital. Cette nécessité a en réalité des voies plus complexes. La démocratie bourgeoise n'est jamais que le gouvernement du Grand Capital s'appuyant sur les larges couches de la moyenne et petite bourgeoisie. Ceci signifiant le maintien par des subventions, barrières douanières etc., de façon artificielle, de secteurs entiers de ces couches moyennes. Cette politique avait été particulièrement développée en France sous la 3^e République sous la houlette du parti radical. Mais après les années de reconstruction la grande bourgeoisie française dut choisir. Ou porte atteinte à ces privilèges, diminuer ainsi, le prix relatif de la force de travail et donc bénéficier des progrès importants de la productivité ou risquer de succomber sous les coups des concurrents étrangers à plus ou moins long terme.

C'est la première voie qu'elle suivit.

C'est aussi dans cette perspective que s'inscrit la volonté d'une certaine Europe, permettant de faire jouer à plein le niveau de productivité rendu possible et nécessaire par les techniques. Allant dans le même sens, il faut aussi tenir compte du caractère désormais fini du monde capitaliste, qui ne peut plus compter sur de nouvelles colonies ou même développer de façon appréciable ses investissements dans les pays sous développés encore dans son orbite. Le Grand Capital pour utiliser les capitaux accumulés a donc de plus en plus largement tendance à investir dans les domaines jusqu'alors réservés à des couches plus modestes que lui-même.

Tant que le développement ainsi entamé ne permettra pas la stabilisation de nouvelles couches moyennes le rétablissement d'une démocratie bourgeoise est fort peu vraisemblable. Et cette stabilisation de la société ne pourrait être acquise avant d'assez longues années. Aussi pour poursuivre l'exploitation du prolétariat malgré des défaillances possibles des couches moyennes, son soutien jusqu'alors, la grande bourgeoisie souhaite un régime bonapartiste. Et telles vicissitudes peuvent conduire à une élimination de De Gaulle sans, pour autant, modifier cette tendance.

Mais de cette explication nous avons trop vite déduit à la veille des élections que l'U.N.R. ne rencontrerait qu'un succès relatif. Le fait d'avoir eu tort avec tous les autres ne constituant pas évidemment une excuse. Il y a en effet deux facteurs dont nous avons fait abstraction.

— La situation économique florissante a permis à la petite et moyenne bourgeoisie de ne pas souffrir encore des restructurations en cours.

— De ce fait l'U.N.R. sans avoir rallié les notables de village à l'instar de feu le parti radical comporte néanmoins dans ses rangs des éléments représentatifs de diverses couches bourgeoises et liés à elles, au côté d'affairistes ayant plus d'appétits personnels que de représentativité.

Mais le large appui présent de la bourgeoisie à De Gaulle confère-t-il au régime une garantie de stabilité.

Le parlement de la III^e République pouvait sous le coup des mécontentements modifier le gouvernement, et pour ce faire les radicaux trouver alliance à droite ou à gauche. Ici toute crise sociale se heurtera au régime et non au gouvernement. Toute appréciation des élections dans ce régime qui négligerait leur caractère simultané de référendum risquerait d'entraîner des erreurs pour l'avenir, sur-estimant l'assise du régime aujourd'hui la sous-estimant demain devant des mouvements de masse. En fait une situation économique détériorée remettrait en cause la stabilité du régime. Elle accentuerait la polarisation sociale, ferait sentir lourdement aux secteurs les plus faibles de la bourgeoisie le prix de la concentration et montrerait le pouvoir dans son isolement repressif.

Or la stagnation économique du capitalisme mondial et notamment français est une perspective vraisemblable sinon dans les prochains mois au moins pour les années qui viennent.

Cependant la classe ouvrière devra mener bien des combats pour retrouver la voie d'une effective lutte politique. Et finalement pour résister aux tensions qui vont monter dans la société française le Grand Capital peut admettre le fascisme si la classe ouvrière ne sait instaurer son pouvoir.

La classe ouvrière devra mener bien des combats avant d'être un véritable danger pour le régime.

La crise du P.C.F. va rebondir

L'avenir du P.S.U. est bien incertain.

Pour un désarmement unilatéral, contre la force de frappe gaulliste.

La Révolution Algérienne peut être un facteur important de la révolution interne du mouvement ouvrier français.

Le programme de transition, du capitalisme au socialisme doit être précisé

Cette tendance des événements en France peut certes se trouver infléchie, notamment par la situation internationale, mais non modifiée fondamentalement avant plusieurs années.

Que va faire la classe ouvrière.

Se battre contre un régime bourgeois bonapartiste est moins facile que si les cadres démocratiques subsistaient; les démonstrations vivantes de cette affirmation sont trop nombreuses pour que nous ayons eu à revenir sur ce propos.

Et la combativité renaissante, le mouvement de repolitisation existant dans l'avant-garde ne permettent pas pour autant de conclure que la classe ouvrière se portera rapidement au niveau nécessaire pour vaincre le gaullisme.

L'entrave à une lutte politique décidée que constitue la direction stalino-thorezienne du P.C.F. sera la source de conflits accrus dans ce parti. Les signes s'accumulent d'une nouvelle crise de grande ampleur du parti qui demeure l'organisation essentielle de la classe ouvrière française.

Parallèlement la nécessité des formes démocratiques pour un parti réformiste, maintiendra la S.F.I.O. dans l'opposition au régime et la portera — avec les secteurs prolétariens et semi-prolétariens qui la soutiennent encore — vers l'unité d'action avec le P.C.F.

De ce mouvement l'avenir du P.S.U. devient incertain. Dès lors que les lourds bataillons de la classe se mettent en marche, même d'un pas mal assuré il faut prévoir pour le P.S.U. plus de défaillances que de renforcements.

De quel attrait pourrait être une formation encore restreinte incertaine d'elle-même pour les jeunes, pour les secteurs du prolétariat revenant à l'action politique.

Le gauchissement de la S.F.I.O., le « libéralisme interne » du P.C.F. s'affirmant par ailleurs risquent fort de laisser peu de place à un tel parti qui ne pourrait surmonter son hétérogénéité politique qu'au travers d'une longue expérience commune de lutte. Or le gauchissement enregistré dans ces derniers mois dans le P.S.U., s'accroît sans doute. Les sociaux-démocrates verront dans ces différents faits une raison suffisante pour rejoindre la vieille maison de la Cité Maiesherbes. Et les néo-réformistes risquent fort de préférer le retrait dans une salle de rédaction « modern' style » à l'engagement d'une formation trop gauchissante. Sans doute faut-il rester prudent. Des faits évoqués sont trop neufs pour être définitivement appréciés. Nul ne peut prévoir les rythmes et caractères précis de la crise du P.C.F. Néanmoins il est nécessaire de s'interroger sur l'avenir du P.S.U.

Et l'action.

S'il y a comme toujours des incertitudes pour les délais de réalisation de tendance des événements, voire quelquefois dans l'analyse, il a semblé au congrès que les actions nécessaires se dessinaient clairement.

Les possibilités existent de mener un grand combat contre les prétentions atomiques du général-président. Encore faut-il faire appel aux démonstrations de rues, aux manifestations effectives et renoncer aux parloles de notables qui font l'activité du Mouvement de la Paix.

Un tel mouvement peut entraîner de larges masses y compris certaines parts des couches moyennes et contribuer au réarmement politique de la classe ouvrière.

Pour être d'une ampleur immédiatement moins grande, la solidarité à la Révolution Algérienne peut avoir une portée finalement plus profonde. Montrer aujourd'hui les responsabilités particulières du mouvement ouvrier européen dans les réalisations des possibilités socialistes de l'Algérie est une tâche indispensable pour nous.

Dans une même volonté il nous faut aussi favoriser au maximum l'existence d'un courant de solidarité immédiate partant d'un plan de compréhension encore bas.

Le stade actuel de la Révolution Algérienne ne permet certes pas d'espérer que participent à cet effort ceux qui attendent la victoire pour l'acclamer et se satisfont dans l'immédiat de la critique contemplative.

Mais notre isolement relatif ne fait que requérir de nous plus de force. La Révolution Algérienne ne permet pas maintenant en France de grands combats de masse mais dans le cas — le plus vraisemblable de loin — où elle deviendrait globalement socialiste elle porterait dans l'avant-garde ouvrière de France le « romantisme révolutionnaire » seul véritable réalisme social.

Enfin les circonstances nous imposent une autre tâche. C'est la formulation d'un programme de transition, du capitalisme au socialisme, adapté aux conditions présentes. Certes ceci ne ressort pas aujourd'hui, globalement, de l'action ni même de l'agitation. Mais le problème du programme est posé en France non seulement dans les faits mais ce qui est nouveau dans les discussions du mouvement ouvrier. La réponse aux élucubrations qui ont cours dans l'intelligentsia de gauche ne peut rester sur le terrain nécessaire et insuffisant de la critique. Et l'action seule ne peut actuellement gagner personne au marxisme-léninisme il faut d'autres propositions, élaborées. Il nous faut donc dégager les grandes lignes de mobilisation que peut emprunter le prolétariat en France rechercher les formulations des mots d'ordre.

Le congrès s'est finalement séparé, — après l'élection du nouveau Comité Central — ayant pris disposition pour élargir dans les prochains mois les succès enregistrés dans ces derniers temps.

L. C.

Contre la Bombe

Une « Ligue Nationale contre la Force de Frappe » vient de se créer. Le journal « Le Monde » dans son édition datée du 7 mars donne de larges extraits de l'appel initial ainsi que la liste des soixante premiers signataires. On peut certes d'un point de vue communiste contester la justification nationale donnée à cette action. Mais ceci serait une critique bien étroite. Il faut en effet voir que pour la première fois sans doute cette initiative ouvre la possibilité de très larges luttes de masses.

Durant toutes ces dernières années, l'intérêt politique en France se polarisait sur la « guerre d'Algérie ». Ce qui, hélas, ne signifie pas que cela débouchait sur des actions de masses.

Ce combat devant d'ailleurs selon nous se poursuivre sous de nouvelles formes. Mais maintenant il est patent que la lutte contre la Force de Frappe Atomique peut prendre une grande place dans la vie politique française, ne serait-ce que par les efforts amplifiés que De Gaulle réclame des Français à ce propos.

Dans cette situation cet appel peut rencontrer un grand écho. En effet, il ne se place pas sur la base de la défense des propositions diplomatiques des dirigeants soviétiques, mais sur celui d'une lutte directe, contre des préparatifs militaires se déroulant sous nos yeux, avec nos deniers. C'est-à-dire qu'un tel appel peut rencontrer l'adhésion de tous ceux qui craignent toujours quelques manœuvres des représentants de Khroutchev, il peut prendre une forme concrète. Il est en effet infiniment plus facile de mobiliser de larges masses contre Pierrelatte que pour la limitation à 2 ou 3 du nombre des contrôles atomiques. Il est donc enfin possible d'échapper au ronron débilissant du Mouvement de la Paix, de voir dans une action de ce type aux côtés des militants communistes autre chose que quelques notables souvent fort peu représentatif de surcroît. IL EST POSSIBLE DE FAIRE APPEL LARGEMENT AUX OUVRIERS, AUX EMPLOYES, AUX PAYSANS POUR DES MANIFESTATIONS DE RUE.

Bien entendu, en elles-mêmes de telles manifestations seront insuffisantes pour parvenir à faire reculer le pouvoir. Il faut les présenter dans un ensemble programmatique qui pose la question du pouvoir ouvrier. Car finalement il ne sera possible d'empêcher la préparation de la guerre contre-révolutionnaire qu'en renversant le système bourgeois. Mais les communistes, les marxistes-léninistes savent depuis longtemps que la simple affirmation de cet objectif ne suffit pas à la mobilisation du prolétariat et de ses alliés. Un tel mouvement s'il permet d'engager un combat politique de grande ampleur, s'il fait retrouver ou aide à retrouver l'unité de la classe ouvrière amènera plus facilement la conscience du renversement nécessaire de la bourgeoisie. Or, les exemples de l'Angleterre, la Suisse voire la Belgique montrent bien les larges mobilisations, notamment dans la jeunesse, que ce problème permet.

Par ailleurs cet appel rencontre l'adhésion non seulement de communistes ou de personnalités que l'on a l'habitude de voir à leurs côtés (comme P. Cot, J. Chatagner), des membres du P.S.U. particulièrement représentatif comme Daniel Mayer ou Tanguy-Prigent mais encore des dirigeants de la S.F.I.O. comme J. Moch.

Mais ce communiqué a aussi un aspect très particulier. Les signatures communistes qu'il rassemble comportent au côté de membres connus du P.C., dirigeants ouvriers comme Marcel Paul ou intellectuels comme Jean Dresch et Desanti des opposants connus à la politique thorezienne comme Kriegel-Valrimont, Prontau, Tillon et aussi Marcel Prenant le représentant public du groupe « Unir » et exclu du parti.

Par contre, n'y figure aucun des représentants habituels du Bureau Politique. Notre soutien à cette initiative n'est nullement fonction de cet aspect. Mais il est nécessaire de le signaler. En effet, ceci permet de comprendre l'attitude embarrassée du P.C.F. à ce propos. Il ne peut s'élever contre cette initiative où sont précisément représentés des courants dont il recherche l'alliance, alors il publie le texte en éliminant les signatures qui témoignent finalement de la faillite de la politique de la direction thorezienne également sur ce plan. Et dans cette action, gageons que bien des yeux s'ouvriront dans le P.C.F. sur l'obstacle que constitue cette direction à l'essor de tout mouvement unitaire, de tout mouvement de masse. Cependant cet aspect s'il devait être relevé et salué la tactique très correcte de l'opposition communiste — si effectivement « Unir » a voulu cette démonstration dans les faits, bien plus valable dans le contexte que les seules protestations — cet aspect donc est secondaire. Ce qui est le plus important, c'est la possibilité d'une action très large qui porterait de nouveaux coups au pouvoir, redonnerait confiance à la classe ouvrière dans ses propres forces.

Un régime bonapartiste est nécessaire pour la grande bourgeoisie.

Le soutien à De Gaulle, accordé par de larges couches de la bourgeoisie, ne constitue pas une garantie véritable de stabilité du régime.